

Introduction

Le 16 août 2005, le congrès chilien a adopté à la quasi-unanimité¹ une réforme constitutionnelle faisant sauter les derniers verrous institutionnels du régime pinochétiste : suppression des sénateurs nommés et des sénateurs à vie, plein pouvoir de nomination et de révocation par le président de la république du commandant des forces armées. Ces dernières « enclaves autoritaires » selon l'expression de Manuel Antonio Garretón, entravaient le plein exercice d'une démocratie politique dont la réinstauration avait commencé en novembre 1988 au lendemain du plébiscite raté de Pinochet. Doit-on y voir la marque d'une histoire et d'une culture politique proprement chilienne, la soumission à une norme occidentale imposée à l'Amérique latine par les puissances dominantes à travers une nouvelle version du « consensus de Washington² », ou encore l'alignement d'un pays émergent sur un paradigme mondial abstrait sous-tendant une globalisation économique inéluctable ?

Le 25 juillet 2005, des *Piqueteros* (chômeurs qui barrent les routes et les rues des villes en Argentine) ont organisé un *escrache* (manifestation bruyante et agressive de conspuation d'une personnalité ou d'un organisme symbolique) devant le siège de la compagnie argentine des eaux (filiale du groupe

1. 150 voix pour, 3 contre et 1 abstention.

2. Ce que l'on a appelé le consensus de Washington consiste dans les prescriptions du FMI et de la Banque mondiale élaborées en un corpus standardisé et imposé à partir de 1990 aux pays latino-américains pour sortir de la crise de la dette : réduction drastique des dépenses de l'État, privatisations, libéralisation des échanges et dérégulation. À la fin des années 90, des éléments de gestion démocratique, de consultation, de transparence et de contrôle y ont été adjoints pour former les préceptes dits de la « bonne gouvernance » ou « gouvernance démocratique ».

Suez) *Aguas Argentinas*, pour réclamer sa re-nationalisation¹. Doit-on interpréter cette manifestation comme les suites de « la crise argentine » qui connut son paroxysme en décembre 2001, janvier 2002, l'expression du refus d'une mondialisation économique qui accroît les inégalités sociales et la pauvreté, ou un nouvel avatar d'un populisme à la fois typiquement argentin et absolument en phase avec un style politique de plus en plus répandu à travers la planète ?

Le 15 juin 2005 dans un village de Bolivie se répète une scène à peu près similaire à celle survenue le 26 avril 2004 dans un autre village, au Pérou cette fois : des Indiens Aymaras lynchent cruellement leurs maires respectifs, des métis accusés, à tort semble-t-il, de corruption. Doit-on interpréter l'événement comme un phénomène spécifiquement andin dans une région qui connaît un véritable racisme à l'égard des Indigènes, une manifestation du « réveil Indien » qui concerne plusieurs pays d'Amérique latine ou le signe d'une uniformisation des référents et des normes à l'échelle mondiale, à travers la reconnaissance des droits des minorités et la dénonciation de la notion vague et polymorphe de « corruption » ?

Le 25 avril 2005, le ministre de la présidence² de Lula s'est rendu à Caracas à la suite des déclarations des États-Unis souhaitant voir à leurs côtés le Brésil « contribuer à un hémisphère plus prospère et démocratique ». Il s'est entretenu avec le président Chavez eu égard aux craintes exprimées par la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice quant à la militarisation et à la radicalisation du régime vénézuélien. Ingérence nord-américaine traditionnelle, reconnaissance de la part des États-Unis du poids régional du Brésil, ou effet de l'intégration latino-américaine ?

Le 26 juillet 2005, lors du rituel discours anniversaire de la création du mouvement politique qu'il créa en 1953, Fidel Castro a insulté les opposants politiques cubains et accusé la presse

1. Deux mois plus tard, la compagnie Suez s'était retirée d'Argentine.

2. Fonction spécifique aux régimes présidentiels latino-américains, à mi-chemin entre celle d'un Premier ministre et celle d'un directeur de cabinet de la présidence.

étrangère de soutenir artificiellement la dissidence et de désinformer le monde sur la réalité cubaine. Le 20 août 2005, la solidarité cubano-vénézuélienne a été réaffirmée à La Havane en présence du président du Panama, du vice-président d'Équateur et des Premiers ministres et autres ministres du Guatemala, de République dominicaine, et de plusieurs états des Caraïbes. Assiste-t-on à la recomposition d'un axe durable contre Washington auquel répondait deux jours plus tard un prédicateur télé-évangéliste proche de George Bush, appelant à l'assassinat de Hugo Chavez ? ou à l'instrumentalisation par un régime cubain à bout de souffle de l'aspiration à une intégration régionale visant à sortir l'Amérique latine de sa situation sociale alarmante ?

Ces événements sont symptomatiques de l'évolution que vit l'Amérique latine depuis les années 80-90. Nous en évoquons également bien d'autres et notamment des élections marquantes survenues en 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 : Ignazio Lula Da Silva au Brésil, Nestor Kirchner en Argentine, Tabaré Vasquez en Uruguay, Evo Morales en Bolivie, Michelle Bachelet au Chili, notamment. Nous tenterons d'analyser leur contexte et les possibles qui s'ouvrent.

Chaque pays d'Amérique latine a une histoire singulière qui pèse encore lourd souvent et une actualité propre à chacun. Mais dans le même temps, tous connaissent des changements internes similaires et de grande amplitude, tant politiques et économiques que culturels et sociaux, et la région se repositionne de façon absolument nouvelle dans un monde lui-même globalement en mutation. C'est cette articulation d'une part entre les réalités nationales et régionales latino-américaines et le reste du monde et d'autre part entre les différents domaines de l'activité humaine que nous voudrions éclairer ici.

Nous nous proposons d'explorer différentes dimensions du pouvoir : politique, économique, symbolique, coercitif et non coercitif, institutionnel et informel, local et international. Autrement dit nous souhaitons étudier, du point de vue de l'Amérique latine, les modalités d'articulation entre elles de dif-

férents types de relations à l'Autre dans leurs spécificités et leur universalité.

L'ambition multidimensionnelle de cette entreprise est dictée à la fois par une conviction profonde de la complexité des réalités humaines et par la transversalité qu'instaure la mondialisation aujourd'hui. La phase actuelle de la mondialisation est caractérisée principalement, c'est devenu banal de le dire, par sa « globalisation ». Mettant en scène le dernier avatar en date du capitalisme, la mondialisation semble en accomplir son essence même, que l'on pourrait définir comme l'extension du système marchand à toutes les sphères de l'activité humaine et ce, à travers la terre entière. On assiste en effet à l'intensification de l'internationalisation des échanges, de la dérégulation des marchés et de la globalisation financière amorcée dans les années 70-80.

Mais la mondialisation ne concerne pas seulement ni même prioritairement l'ordre économique. Une tendance générale à l'unification des références et des valeurs se manifeste à l'échelle planétaire grâce notamment aux progrès en matière de communication. Et donc, depuis la chute du bloc communiste, on assiste à la fois à la diffusion accrue de la logique de marché et d'une nouvelle idéologie libérale, et à la circulation renforcée de contre modèles en élaboration et recomposition de natures très diverses, les fondamentalistes religieux étant parmi les plus structurés.

La diffusion de concepts, de visions du monde, de projets de société et de connaissances d'un continent à un autre, le partage, l'échange et l'élaboration commune de paradigmes, la concomitance des changements de référentiels à travers la planète, la reproduction de processus politiques et d'enjeux de pouvoir dans des situations locales diverses, ces phénomènes existent depuis l'aube de l'humanité ; mais les formes nouvelles de la mondialisation permettent aujourd'hui de mieux percevoir ces différents mouvements et de suivre les tribulations des modèles politiques.

De plus, « l'analyse des racines historiques et de la dynamique propre du processus de mondialisation a mis en évidence l'importance de l'articulation entre les sphères économique et politique dans sa genèse¹ ». Paradoxalement, alors même que l'on nous affirme d'un côté que l'économie est l'alpha et l'oméga du devenir de l'humanité, de l'autre que la mondialisation c'est l'ennemi capitaliste et que de fait, des logiques de rentabilité tendent à s'imposer partout, l'analyse et la mise en évidence de la complexité des relations entre économique et politique, économique et culturel, économique et social et l'imbrication entre rationnel et irrationnel se font de plus en plus nécessaires.

Ce sont les modalités de ces articulations entre les différents champs que nous chercherons ici à repérer pour l'Amérique latine et encore davantage les processus d'interaction au sein du politique et du culturel que nous voudrions prendre comme objet. La trajectoire historique de l'Amérique latine se prête tout particulièrement à ce type de réflexion transversale : lieu de rencontre de deux mondes mais aussi nouveau terrain d'expansion occidentale et élément constitutif d'un système qui prétend à l'hégémonie mondiale, espace de constitution d'États-nations à la fois concurrents mais se concevant dans une commune confrontation avec ce qui va être construit comme un « centre », enjeux de rapports de forces internationaux et nouvel acteur de la scène internationale.

La dimension économique sera inévitablement évoquée, mais nous centrerons notre propos sur les liaisons entre les différents niveaux du politique, du local au global, en passant par le national et l'international. Car aujourd'hui moins que jamais, l'analyse d'une région du monde ou d'un pays de cette zone ne peut se résumer ni à sa position dans un rapport de forces géopolitique, ni à son histoire politique strictement

1. ADDA Jacques, *La mondialisation de l'économie*, tome 2, Éd. La Découverte, coll. « Repères », Paris, 1996, p. 3.

nationale ou régionale, et encore moins à sa seule situation dans l'économie mondiale.

La vulgate léniniste anti-impérialiste a eu tendance à ramener le cadre interprétatif de la région à deux paramètres : la domination (politique voire militaire) et l'exploitation économique du Sud par le Nord. Et aujourd'hui encore, la mondialisation est trop souvent réduite à sa seule détermination économique. Certes, l'économicisme marxiste et ses suites entrent en résonance avec « la grande transformation » qu'a fait subir aux sociétés traditionnelles le capitalisme triomphant. Comme l'a souligné Karl Polanyi avec une grande lucidité, « seule la civilisation du XIX^e siècle fut économique dans un sens différent et distinct, car elle choisit de se fonder sur un mobile, celui du gain, (même si) tous les types de sociétés sont soumis à des facteurs économiques¹ ». Et l'exploitation de l'Homme par l'Homme a atteint des dimensions nouvelles lorsque, grâce aux révolutions technologiques, de nouveaux espaces et domaines de rentabilités se sont ouverts et que les profits ont considérablement augmenté.

Toutefois, comme hier, « l'homme agit de manière, non pas à protéger (uniquement) son intérêt individuel et à posséder des biens matériels, mais de manière à garantir sa position sociale (...) », de telle sorte que, à cet égard, « le système économique (capitaliste) sera (lui aussi) géré en fonction de mobiles non (exclusivement) économiques² ». Pour étudier l'Amérique latine, comme toute autre région, mais peut-être plus encore, il faut absolument garder à l'esprit cette imbrication complexe des déterminations économiques et d'autres facteurs non économiques. D'abord parce que la prégnance de l'oligarchie y est fondamentale et « la dimension politique du phénomène oligarchique est indispensable à sa compréhension ». Comme le montre magistralement Alain Rouquié, ce sont « l'identification entre notables sociaux et notables économiques (et) la confu-

1. POLANYI Karl, *La grande transformation*, Éd. Gallimard, Paris, 1983, p. 54.

2. POLANYI Karl, *La grande transformation*, Éd. Gallimard, Paris, 1983, p. 75.

sion des pouvoirs qui produisent l'oligarchie¹ ». Aussi, comme le signale également Alain Touraine, ce groupe dominant « intègre (-t-il) dans ses conduites des éléments capitalistes et des éléments non capitalistes² ». Et aujourd'hui, les effets foncièrement ambivalents de la globalisation ajoutent de la complexité à l'imbrication des différents ordres de pratiques sociales : d'un côté, la mondialisation actuelle fait émerger des nouvelles élites et remet en cause certains liens sociaux traditionnels mais de l'autre, elle approfondit les inégalités, multiplie les exclusions et conforte la dualité des sociétés.

On ne peut sans doute plus dire aujourd'hui que la région constitue « de véritables conservatoires de formes sociales dépassées dans le monde occidental³ ». Tant la remise en cause de la « matrice étato-centrique⁴ » que l'élévation globale du niveau d'éducation et les nouvelles techniques de communication et de diffusion de l'information obligent, au tournant du troisième millénaire, à abandonner l'image des « musées politiques⁵ » pour définir l'Amérique latine, au profit peut-être de celle de préfiguration des futurs possibles de la mondialisation. Ainsi, le Chili, ou le Mexique manifestent, chacun à sa manière, des capacités remarquables d'insertion dans l'économie mondialisée et le Brésil est un acteur de premier plan tant par son poids économique que par son leadership de mouvements transnationaux à la fois dans et hors la mondialisation capitaliste (G22, Forum social mondial, Forum de São Paulo). Et l'Amérique latine participe pleinement à l'innovation

-
1. ROUQUIÉ Alain, *Amérique latine. Introduction à l'Extrême-Occident*, Éd. du Seuil, Paris, 1987, p. 134-135. Nous adoptons ici la définition de l'oligarchie donnée par Alain Rouquié dans ce même ouvrage : « un groupe de familles identifiables qui concentrent entre leurs mains les ressorts décisifs du pouvoir économique, contrôlent directement ou indirectement le pouvoir politique et se situent au sommet de la hiérarchie du pouvoir social en matière d'autorité et de prestige ».
 2. TOURAINE Alain, *La parole et le sang*, Éd. Odile Jacob, Paris, 1988, p. 74.
 3. ROUQUIÉ Alain, *Amérique latine. Introduction à l'Extrême-Occident*, Éd. du Seuil, Paris, 1987, p. 27.
 4. Cf. CAVAROZZI Marcello, « Grandeur et décadence du modèle étato-centrique en Amérique latine » Revue *Cahiers des Amériques latines*, n° 26, Paris, 1997.
 5. ROUQUIÉ Alain, *Amérique latine. Introduction à l'Extrême-Occident*, p. 27, Éd. du Seuil, Paris, 1987.

en matière politique et culturelle et à la circulation de ces nouvelles productions collectives.

Certes, depuis la rencontre des deux mondes, la partie s'est jouée à armes inégales et encore aujourd'hui, l'Amérique latine est globalement plus pauvre et moins bien outillée que l'Europe ou les États-Unis pour intégrer le plus grand nombre de ses populations. Mais si les capitaux ne s'investissent pas de façon homogène sur l'ensemble de la planète, délaissant des régions entières, il faut noter également que les profits exorbitants qu'ils procurent accroissent considérablement les inégalités à l'intérieur même des pays les mieux dotés, comme au sein des pays pauvres. Par ailleurs, les effets de la mutation économique et financière en Occident et leurs conséquences politiques et idéologiques (notamment l'abandon des édifices keynésiens) alliés aux opportunités offertes par les nouveaux dispositifs financiers internationaux ont ensemble considérablement rapproché les structures sociales des deux côtés de l'Atlantique.

Moins que jamais, la place de l'Amérique latine dans le monde ne peut se résumer à la confrontation centre/périphérie, même si l'on considère que l'Amérique latine a été davantage une « semi-périphérie » qu'une réelle périphérie. Ou plutôt, c'est cette conception spatiale elle-même qui est à congédier comme premier outil d'analyse des caractéristiques de la réalité latino-américaine. Sur le plan économique, et plus encore sur celui des idées et des modèles, les analyses fondées exclusivement sur des oppositions binaires doivent être bannies. La mondialisation met d'ailleurs aujourd'hui à nu de façon emblématique les contradictions essentielles et originelles du mode de production capitaliste selon le couple paradoxal intégration-exclusion.

Depuis toujours, une caractéristique fondamentale du système économique mondial a résidé dans la complexité des rapports de domination et des alliances croisées entre groupes sociaux au sein de chaque pays et entre les différents lieux de production des marchandises et des capitaux. Aussi bien dans les régions de ce que l'on a défini comme centre que dans les